

Feuille d'audience

RP. 27.071 -

Audience publique du 02/09/2020 :

Ségent :

TSHISWAKA — Président,
BAMELO — Juge,
KANANBO — " "
LIONGO — OMP CH. I,
FUANI — Greffier,

En Cause : RP. 27.071 MP2PC. LA BANQUE AFRILAND - FIRST BANK C
C/KOKO - LOMANGA GRADI
- MALOLA HAWANI NAVY

A l'appel de la cause, la partie citante Banque Afril
comparaît représentée par ses Conseil Maître MUKOTA MBOYO,
conjointement avec Maître VITAL LOANGO, Maître ASSENI Mutombo,
Maître NDIKULU YANA, Maître BWINI Jean Claude, Maître Christian
BEKONDA, tous Avocats au Barreau de Kinshasa/Gombe.

Tandis que les deux cités ne comparaissent pas
et qu'aucune personne en leur noms,

Vérifiant l'état de la procédure, le tribunal
constate qu'il est versé au dossier deux exploit de citation d'extra
signifiés aux cités en date du 28 et 29^{em} jour du mois d'août 202
par l'audience de ce jour,

Pour le 1^{er} cité on a parlé à sa voisin y compris
pour le deuxième cité;

OMP : Demande au tribunal de déclarer non
saisi à leur égard et saisi à l'égard de la partie citante;

Maître NDIKULU YANA :

Nous ne voyons pas en quoi y a préjudice;

Maître VITAL LOANGO :

La signature de voisin ne valide pas l'explo
voir la jurisprudence,

Maître CHRISTIAN BEKONDA :

L'Haissien n'est transporté à l'adresse
indiquée des cités.

-2- RP 27071

L'Huissier est arrivé sur le lieu des cités ^{apporter} connaissance à une personne de l'art. 68

OMP: On parle de preuve, le document était déposé auprès des voisins, ils sont arrivés mais n'y a aucune preuve qui atteste.

Maître NDIKULU:

N'y a pas d'autre preuves qui attestent, on a signifié à un voisin sur base de cet article, le Tribunal est saisi de retenir le défaut à leur égard;

OMP:

De retenir le défaut à leur charge

Maître NDIKULU: se constitue sur la base

partie civile 22% pour les deux agents qui ont porté préjudice à la Banque, Deux ONG étrangères qui ont publié des fausses images en disant ceci: (fait lecture) fait au mois de février et mars transféré auprès de la Banque,

Les deux ONG se sont permis de publier au niveau de l'étranger, ont dit ceci: (fait lecture), la troisième accusation ont publié, ont préjudicié en sa réputation et ses intérêts; Tous les éléments fournis par les deux organisations le 1^{er} cité la Banque lui payé 700\$ et en 2018 ramené à 1800\$ son salaire, il était chef audit interne,

Son collègue Nabila engagé à 600\$ et à départ était ramené à 1300\$, les 2 agents sont les mêmes formes - même qualité d'immunité à tous les donnés;

Parmi les 2 agents, le 1^{er} démissionnaire en 2008, son collègue est resté qui lui contacté et lui fournir les éléments, on voyait de rapport fictif, y a eu vol des donnés et soustraction des donnés, les faits sont là;

Voir rapport page 9, y a eu un lien criminel fourni par ces deux agents, ont collaboré, ont participé comment ils ont opéré avec l'étranger;

1- Vol des donnés: les éléments voir page 11 (fait lecture), les informations passaient voir page 38 les informations fournis ont ... +

Q - Vous indiquez que les deux cités ont communiqué les informations
R - notamment la Banque Africaine Opère par une loi, ces agents ont
présenté leur démission, la Banque avait compris par la suite
voir page 57. Les ONG avec une CARINE ils ont fait
une déclaration

Q - Il a dit quoi

R - Avec PV de la Police bien démontré la démission de ces deux
agents (fait lecture du 22 au 30/03/2018)

Maître NDIKULU :

Le flash a démontré de lui transmettre
les données, n'y a pas ces 2 agents avaient pouvoir illimité
pour tous qui vient d'être développé, les informations se trouvent
les mêmes éléments qui attestent les deux agents, un ONG qui
n'a aucun lien

Q - Le vol est un fait de s'approprier d'un bien appartenant à autrui
R - Données informatiques de la Banque

Q - A quel temps ?

R - Ils ont soustrait les données informatiques, c'est du vol
sans matériel dans le rapport, fait de relever soit inconnu
ces ONG avec l'aide des cités est constaté postérieurement
Faux en écriture et usage de faux :

Ce sont des faits infractionnelles voir page 24
et (fait lecture), page 31 1^{re} colonne (fait lecture) Patrick a été
entendu voir art. 225,

Ces deux ex agents cherchent la sanction de leur
client, voir p. 24 (fait lecture)

Q - Quel vérité altérée pour sanctionner la Banque ?

R - Ce ce si'ils sont entraînés de chercher, par de meule privée
Q - Les informations données par quel moyen ?
R - Par des meules qui sont privées,

Haïti HDIKULU : Pour apprécier y avait des OPS sur la tempête

Q- Cela n'est démontré dans la citation directe ?

R- Voir p. 3 on a compris après vers la fin (fait lecture) voir par

- Corruption :

L'article 152 de l'ordonnance loi, les 2 ONG on fait les informations

Q- Avez-vous de preuve matériel de corruption ?

R- Les 2 agents ont bénéficié, ont démissionné et bénéficié l'un à l'autre 1800% et 1500% par rapport à leur salaire comment les informations vont se retrouver dans ces ONG,

Q- Ils ont acheté quoi par rapport l'acte posé ?

R- Ils étaient soumis au secret bancaire, ils ont fait ça aux priées, le Procureur n'était pas saisi,

Q- Comment on peut savoir ce sont eux qui ont divulgué les informations ?

R- C'est par les ONG étrangères, ils ont ramassé l'argent à titre analogique à une personne visée avec une personne qui fait sortir les informations en étranger vers elles, avoir la bourse

- Dénonciation calomnieuse :

En dénonçant nous avons ce rapport qu'ils ont apporté

Tribunal : lecture p. 77 c. 222 bis (lecture

R- Voir p. 36 (fait lecture) rapport publié, ils ont fait recommandation avec ces deux ONG, p. 38 on trouve son sous-bassement dans les informations fournies, se fondent sur leurs informations, rapport fourni à leur intention

- Abus de confiance :

Ils ont consulté les clients précis, ils vont prendre les informations et donner ailleurs, rendre employeurs désabusés, avec intention frauduleuse

1- Infraction de Recel: de l'art. 101 du CPLF ces agents ont donné les informations volées au préalable, le cité KOKO continuait de voler que l'autre recevait tout le temps

OMP:

est recel et volé? Pose la question de savoir entre les deux cités qui

R- le cité KOKO se trouvait déjà à l'étranger, n'avait pas les éléments suffisantes, c'est le cité NAVY qui était resté prendre les informations qui envoyait aux autres

- Article 73 du CPLF (fait lecture) au regard de la qualification de cette loi, dans cas espèce, les deux étaient autour de la bande les informations publiées dans ce rapport qu'on divulgué

- Association des malfaiteurs:

Y a existence d'une bande ici KOKO et NAVY il y a existence ils se sont cheminé l'autre était parti et l'un était resté, ils s'informaient progressivement en sortant les informations pour publier ailleurs, ont formé une entreprise criminel de l'art. 156 CPLF, c'est KOKO LUBANGA qui ordonnait pour accomplir son œuvre et le cité NAVY celui qui envoyait les informations.

- Article 99 et 104 nous avons droit aux dommages et intérêts les ONG appellent les autorités Centrale, les deux cités doivent raporter les préjudice estimés à 1.500.000\$

OAR:

N'y a aucun contradicteur, la partie Citante attire en justice les deux cités dans votre tribunal pour 8 préventions:

1- Publier les données informatiques: au regard de la loi, établi à charge de deux prévenus, de les condamner à 3 ans de SPP

2- Faux en écriture:

Altération de la vérité, établi à leur charge, les condamner à 3 ans de SPP,

3- Livrer les informations

Etabli à leur charge, les condamner à 5 ans SPP les deux

4- Dénonciation Calomnieuse:

-6- R.P. 22.071-

- 5 - Les deux cités travaillaient à la banque, établi, les condamner à 4 ans de SPP;
- 6 - Recel d'objet: non établi en fait comme en droit
- 7 - Violation des secrets professionnels:
Établi en fait comme en droit, le condamner à 3 ans de SPP chacun
- 8 - Association des malfaiteurs:
L'un d'eux était chef de l'autre ont formé une bande de malfaiteurs les intérêts de la citante, vous diriez établi en fait comme en droit les condamner à 15 ans de SPP chacun
- Retenir la peine la plus élevée de 15 ans chacun
- Pour rapport aux préjudices, recevons la demande des D.I. Équitable et ordonner leur arrestation immédiate, les condamner aux frais de la présente instance et vous ferez justice;

Sur ce, le tribunal est suffisamment éclairé
des les débats et prit la course en délibéré pour rendre son jugement dans le délai de la loi;

Donc acte,

Le Greffier
